

L'économie

connaître leur point de vue, ainsi qu'à mon prédécesseur et à mes fonctionnaires.

[Français]

Madame le Président, je n'ai pas cherché cet après-midi à dorer la pilule aux Canadiens. La récession internationale a ébranlé notre économie. La croissance ne reprendra que graduellement et le chômage mettra du temps à se résorber. Mais si le mieux n'est pas certain, le pire n'est pas sûr non plus, comme l'assure un vieux proverbe portugais que le très honorable premier ministre nous a si souvent cité. Grâce aux solides appuis que le peuple canadien, la plupart des gouvernements provinciaux et de très nombreux agents du secteur privé accordent depuis juin dernier au programme des 6 et 5 p. 100 proposé par mon prédécesseur, nos perspectives économiques sont sensiblement meilleures aujourd'hui qu'elles ne l'étaient alors. Les pressions inflationnistes s'atténuent et, en conséquence, les taux d'intérêt sont en baisse depuis maintenant quatre mois. Cette évolution nous permet d'espérer une reprise prochaine de l'activité économique. Les mesures annoncées en juin et celles que je viens de détailler soutiendront cette reprise et viendront en aide à ceux parmi nous qui sont les plus durement touchés par la récession jusqu'à ce qu'il leur soit possible de trouver un emploi.

La semaine dernière, le premier ministre s'est formellement engagé au nom du gouvernement à maintenir et même à renforcer les programmes de sécurité sociale mis en place depuis 40 ans pour pallier les effets du chômage, de la pauvreté, de la malchance et des ratages occasionnels de notre économie. Les mesures que je viens de décrire prouvent qu'il ne s'agissait pas là de vaines paroles. Grâce à des réaffectations de dépenses, et donc sans accroître le déficit, nous consacrerons au cours des mois à venir plus d'un milliard de dollars au soutien de l'emploi, à la relance de la construction résidentielle ainsi qu'à la modernisation du transport ferroviaire. En outre, le gouvernement absorbera environ la moitié des charges additionnelles de l'assurance-chômage en 1983, afin de ne pas imposer un fardeau insupportable aux travailleurs et à leurs employeurs. Les modifications d'impôt que je viens d'annoncer allégeront elles aussi le fardeau des contribuables et leur permettront de se consacrer plus entièrement à leurs tâches essentielles: produire davantage, plus efficacement et à meilleur compte, améliorer leurs méthodes de production et leurs produits, exploiter à fonds les marchés intérieurs et étrangers—bref, rendre l'économie canadienne plus concurrentielle et plus apte à profiter de la réactivation de l'économie mondiale. C'est là le grand objectif que le gouvernement fédéral a proposé au peuple canadien, et c'est la haute priorité qui ne cessera d'être la mienne tant que je détiendrai le porte-feuille des Finances.

[Traduction]

Comme certains d'entre vous le savent peut-être, je descends d'une famille d'agriculteurs. Mes ancêtres ont travaillé la terre sur l'île Perrot pendant près de trois siècles. D'ailleurs, j'habite encore cette ferme. Parce que la terre est tellement importante dans son mode de vie, l'agriculteur est particulièrement sensible aux caprices de la nature, à l'hiver précoce comme au printemps qui se fait attendre.

J'ai pu constater que les bons agriculteurs parviennent à tirer profit d'un long hiver. Ils entretiennent et réparent leurs outils et leur matériel, s'occupent de leur stock, entreposent

leurs céréales et protègent leurs animaux. Ils savent qu'ainsi ils seront prêts pour le printemps.

On peut dire, je crois, que les prochains mois permettront de mesurer la force collective de notre pays. Comme l'agriculteur avisé, employons donc le temps dont nous disposons avec sagesse, pour préparer ensemble le printemps qui nous attend.

Des voix: Bravo!

L'hon. Michael Wilson (Ettobicoke-Centre): Monsieur l'Orateur, aujourd'hui est un jour sombre pour les Canadiens. C'est un jour sombre pour l'ancien ministre des Finances et pour son successeur (M. Lalonde). L'ancien ministre des Finances a dû ressentir comme une giflette le rejet d'une bonne partie de ses deux derniers budgets.

C'était le premier budget de ce ministre des Finances. Il faut dire ce qui est, c'est un budget. Ce n'est pas un exposé économique ou une déclaration financière, c'est un budget. Le troisième à être présenté à la Chambre des communes en moins de 12 mois.

On a demandé au ministre des Finances de faire la sale besogne de son prédécesseur. Il nous a dit que l'économie était encore dans une mauvaise passe. Au cours de la récession qui nous frappe le revenu national a baissé d'au moins 7/4 p. 100 et pourrait baisser davantage. Le déficit budgétaire atteint le sommet effarant de 23.6 milliards de dollars, soit 4 milliards de plus qu'avait prévu le prédécesseur du ministre il y a environ trois mois et demi. J'espère que ces chiffres sont exacts.

J'espère que les choses n'auront pas empiré lorsque nous recevrons le prochain budget que le ministre ne manquera pas de présenter d'ici trois mois. Le ministre dépend des mêmes conseillers qui ont estimé le déficit à 10.6 milliards, 19.6 milliards et puis à 23.6 milliards. Ce sont les mêmes personnes. Monsieur l'Orateur, les Canadiens ne peuvent plus encaisser beaucoup d'autres coups semblables. Si les prévisions du ministre pour le reste de l'année ne devaient être dépassées, cela risque de perturber profondément les Canadiens qui auront à subir les contrecoups de sa déclaration. Je souhaite me tromper. J'espère qu'il a vu juste. Les députés, tout comme l'ensemble des Canadiens, doivent être sidérés par l'ampleur des chiffres aussi bien que par les problèmes que le ministre vient d'exposer. Ce dernier donne l'impression de vouloir tourner la page. Il veut nous faire oublier le vent contraire qui soufflait du Cap-Breton. Mais les Canadiens savent bien que le ministre, en faisant sa déclaration, ne peut se laver les mains de son Programme énergétique national, de l'effondrement du secteur pétrolier, responsable de l'augmentation du chômage au Canada et de l'importante baisse des recettes fiscales qui explique notre grave déficit.

● (1640)

Les députés se demandent probablement pourquoi le fauteuil du vice-premier ministre est vide. Ils ont sans doute remarqué l'air coupable qu'affichait le ministre quand il a quitté la Chambre, son air penaud, puisque disparaissaient sous ses yeux tous ces budgets, celui de novembre et celui de juin. Il fallait voir son embarras.

D'un seul geste, aujourd'hui, le ministre des Finances a reconnu l'échec complet du budget que le vice-premier ministre avait présenté en novembre 1981, le pire budget de l'histoire financière du Canada. Pas moins de huit mesures de ce budget viennent encore d'être annulées. On y avait déjà